

Commission de la condition de la femme
Cinquante-septième session
4-15 mars 2013
New York

EXPERTS

**des conclusions concertées sur le partage, dans des conditions
compris en ce qui a trait aux soins dispensés dans le contexte du
VIH/sida**

**Dialogue interactif 5: soins dispensés dans le contexte du
VIH/sida, et reconnaître et apprécier la prestation de soins non
rémunérés**

L'ENQUETE BUDGET TEMPS DES HOMMES ET DES FEMMES DE 2005 EN TUNISIE ET LES DEFIS DE SA TRADUCTION DANS DES POLITIQUES PUBLIQUES

SOUAD TRIKI¹

Experte Genre et Développement
Economiste, Maître de Conférences

¹ Les opinions exprimées dans ce document sont celles de l'auteur et ne représentent pas nécessairement celles de l'Organisation des Nations Unies.

population totale). Cette estimation de la valorisation du travail non rémunéré de ces ménages ruraux par la méthode de l'input, et du « substitut spécialisé » représentait près de 16 % du PIB en 1995 dont 80% réalisés par les femmes.

Cet essai d'estimation était une réponse aux sceptiques de la mesurabilité des activités non marchandes des ménages et en particulier des femmes.

La deuxième enquête sur les emplois du temps a été réalisée dans le cadre du Ministère de l'Agriculture. Ses résultats ont confirmé les tendances et les résultats de l'enquête précédente, notamment en matière d'activité agricole, où il est apparu clairement que le temps que consacrent les femmes aux travaux agricoles est plus important que celui consacré par les hommes, mais il reste invisible et non rémunéré. Ces résultats remettent en cause les statistiques nationales sur les taux d'activité des femmes dans l'agriculture qui affichaient des taux d'activité féminins inférieurs aux taux masculins.

Il est important de relever que ces enquêtes étaient réalisées principalement sous la pression des féministes du milieu universitaire et de la société civile et avec l'initiative et l'appui de certains cadres administratifs au niveau du CREDIF du Ministère de la Femme et du Ministère de l'Agriculture.

Dans ce contexte, l'enquête de 2005 sur le budget temps des femmes et des hommes, fut la première enquête réalisée en au niveau national en Tunisie par le Ministère des affaires de la femme et de la famille, avec l'appui de l'ONU femmes. Cette enquête est publiée en 2011.

2. Les objectifs de

ajoutée que cette contribution génère sur le plan économique

Il apparaît clairement que les objectifs de cette enquête ne se limitent pas seulement au travail domestique et des soins non rémunérés des femmes. Ils s'étendent à la gestion du temps des hommes et des femmes, temps de travail, productif ou non productif, professionnel ou domestique et de soins, temps de loisir, temps d'études, temps de soins personnels...

3. Les principaux résultats de l'enquête en matière de travail domestique et de soins

L'enquête de 2005 a été réalisée auprès de 4271 ménages, à partir d'un échantillon représentatif. Les conclusions du premier rapport de l'enquête sur les principaux résultats en matière de temps de travail domestique et de soins portent sur les principaux résultats suivants :

Une première conclusion qui s'impose selon le rapport « est que pour les obligations familiales et domestiques « les femmes en font plus » ce qui nous amène à penser

traditionnelle du travail la préparation des repas, la lessive et la vaisselle, accaparent près de 60% du temps de travail domestique des femmes, contre 20% pour les hommes

les femmes ont un temps professionnel inférieur à celui des hommes, mais leur journée de travail dépasse d'environ 2 heures celle des hommes, lorsqu'on additionne le temps de travail professionnel au temps de travaux domestique et de soins.

Entre 35 et 44 ans les femmes travaillent 8h 39 par jour dont 6h 54 de travail domestique et les hommes respectivement 6h52 et 0h 52.

La valeur globale du travail domestique, des soins et des services rendus non rémunérés sont estimés à 47, 4% du PIB 2006.

Ces différences en matière d'utilisation du temps expliquent le faible accès au marché du travail quelque soit leur niveau d'instruction, en effet les taux de chômage des femmes diplômées sont les plus élevées et dépassent les 33%.

s'aggraver sous le régime de Ben Ali. Ce régime a largement instrumentalisé la question féminine au profit de sa politique et de sa propagande nationale et internationale. Le discours et l'attitude officielle concernant les femmes tunisiennes apparaissaient de plus en plus auto suffisants et exclusifs.

Par ailleurs, l'aggravation de l'autoritarisme du pouvoir, et de la corruption de l'appareil d'État a conduit les dernières années du régime de Ben Ali, à la propagation d'un immobilisme et d'une dégradation manifeste du rendement des institutions publiques, où aucun haut responsable ni aucun ministre ne pouvait prendre aucune décision tant soit peu importantes avec quelques implications budgétaires ou politiques, sans l'aval de Ben Ali.

Ainsi toutes initiatives dans le sens de l'intégration du genre dans les politiques publiques étaient bloquées. A titre d'exemple, suite à l'atelier de formation des formateurs sur la Budgetisation sensible au genre en 2008, appuyé par l'ONU femmes et le FNUAP, et sur recommandation de l'atelier, la suggestion faite par le Ministère des Affaires de la Femme au Ministère des finances pour initier dans le budget de l'État l'approche genre, a été tout simplement refusée. Même cette enquête budget temps des hommes et des femmes réalisée depuis 2005 a été entourée par la plus grande discrétion et elle n'a pu être exploitée que tardivement et n'a pu être publiée qu'après la révolution en 2011. Toutes les initiatives à relancer le processus à ce sujet ont été freinées, et les bonnes volontés découragées au niveau des actions individuelles et dispersées

Dans cette phase de transition par la quelle passe la Tunisie, et en attendant la nouvelle constitution et la mise en place du nouveau gouvernement et des nouvelles institutions non provisoires, il est très important de garder le fil des idées au sujet de cette enquête emploi du temps, pour relancer la stratégie de son utilisation.

6. Les défis pour la consolidation et l'utilisation des Enquêtes Emploi du Temps

A l'âge économique où nous vivons, les grandes mutations socio démographiques et technologiques auxquelles nous assistons, engendrent des dérèglements au niveau du marché du travail voire des déficits au niveau des besoins de certains secteurs émergents, notamment dans les services, malgré l'étendue générale du chômage.. et ce déficit on va chercher à le combler en puisant dans les réservoirs traditionnels de la main d'œuvre féminine depuis la sphère domestique par l'attrait des femmes aux emplois les plus « flexibles » ou carrément précaires, et par le maintien des mères de famille sur le marché du travail.

Le vieillissement des populations tend par ailleurs, à augmenter les taux de dépendance des personnes à charge dans les populations, les enfants, les personnes âgées, les personnes handicapées ou affectées ... Les populations féminines de plus en plus instruites, et

civile et les autres acteurs économiques et sociaux pour réhabiliter, reconnaître et mesurer la portée de ce potentiel des femmes, longtemps resté invisible et non reconnu, et pour mettre en place des stratégies nationales de conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle pour aussi bien pour les femmes que pour les hommes.

Si la production domestique avait été incluse dans le système des comptes macro-économique, soit comme partie intégrante du SCN, soit comme élément distinct mais comparable, dans des comptes satellites des ménages, les pouvoirs publics auraient eu une image différente du développement économique et aurait peut être mis en œuvre des politiques économiques différentes. Des politiques d'encouragement pour une distribution égalitaire des salaires entre hommes et femmes, les programmes de prise en charge des enfants pourraient être envisagés pour réduire la précarité de l'emploi féminin...

Ces travaux empiriques, de la Nouvelle Économie de la Famille ont recours à de nouveaux instruments et outils d'analyse. N